

Seychelles

En 2010, l'économie des Seychelles s'est rétablie, grâce à des mesures importantes prises pour répondre à la crise de la dette de 2008. Le pays a également bien traversé la crise financière et économique mondiale, affichant une croissance de 6 %.

En 2010, le gouvernement a poursuivi les réformes de la gestion des finances publiques, de la dépense publique et des entreprises d'État, introduisant dans le budget 2011 un cadre de budgétisation à moyen terme pour ses projections économiques et budgétaires à trois ans.

Les partenaires émergents les plus établis des Seychelles (la Chine, l'Inde et les Émirats arabes unis) se concentrent sur le commerce, l'investissement et l'aide. Ils ont intensifié leurs relations avec le pays au cours des cinq dernières années.

En 2010, l'économie des Seychelles s'est rétablie grâce à des mesures importantes prises pour répondre à la crise de la dette de 2008. Le pays a également bien traversé la crise financière et économique mondiale. Tirée par l'industrie du tourisme, qui représente 25.5 % du produit intérieur brut (PIB), l'économie a crû au rythme de 6 % en 2010, contre 0.7 % en 2009. Le nombre de visiteurs a augmenté, ainsi que la durée moyenne du séjour, respectivement de 13 % et 5 %. Cette tendance a été appuyée par un rebond de l'économie mondiale, une dépréciation de la roupie seychelloise et des réductions de prix des voyageurs. Cependant, la piraterie et les menaces qu'elle fait peser sur l'océan Indien continuent d'affecter l'industrie de la pêche. La croissance devrait être de 4 % en 2011 et de 4.5 % en 2012.

Les autorités ont éradiqué le marché noir des devises étrangères et sont parvenues à maîtriser l'inflation, puisque celle-ci a été contenue à -2.4 % en 2010 et devrait atteindre 4.2 % en 2011 et 2.9 % en 2012. Les réserves de change de la Banque centrale des Seychelles dépassent aujourd'hui deux mois d'importations et devraient atteindre trois mois d'ici à décembre 2012. Le regain de la confiance intérieure soutient la stabilisation macroéconomique. Depuis octobre 2009, le taux de change nominal effectif s'est stabilisé, et la dépréciation vis-à-vis du dollar américain a été compensée par l'appréciation face à l'euro et à la livre sterling.

La position de la dette est désormais soutenable, grâce à une restructuration de son profil. Les autorités continuent de veiller à la discipline budgétaire. L'excédent budgétaire primaire est estimé à 11.9 % du PIB en 2010. Le déficit du compte courant, qui était de 30.3 % du PIB en 2009, s'est creusé, à 33.2 % du PIB en 2010, du fait de la reprise de la demande intérieure et de l'augmentation des primes d'assurance à cause de la piraterie dans l'océan Indien. Les investissements directs étrangers (IDE) ont repris et ont permis de financer une part croissante du déficit. Ce dernier devrait graduellement se réduire en 2011 et 2012, puisque les exportations de services touristiques bénéficieront de la reprise mondiale et des nouvelles infrastructures d'hébergement.

Un certain nombre de contraintes affectent toujours le climat des affaires, en dépit des mesures prises récemment par le gouvernement. Le rapport *Doing Business 2011* de la Banque mondiale montre que les Seychelles ont rétrogradé à la 95^e place sur 183 pays en 2010 pour ce qui concerne la facilité de faire des affaires, alors qu'elles étaient en 92^e position en 2009. Les Seychelles sont une économie ouverte dépendant fortement du tourisme. De ce fait, les perspectives de croissance à moyen terme sont largement tributaires des performances de l'économie mondiale, spécialement dans la zone euro, dont proviennent 75 % des touristes du pays, ainsi que du niveau des actes de piraterie dans l'océan Indien.

En 2009, les Seychelles ont bénéficié de l'assistance des partenaires au développement - notamment le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Union européenne (UE) - en matière de balance des paiements et d'appui budgétaire, à hauteur de 21,9 millions d'euros, pour soutenir directement le programme de réformes économiques de 2008. La première partie de ce dernier a été mise en place avec succès, ce qui a conduit le FMI à accorder un mécanisme élargi de crédit (MEDC) en décembre 2009, pour remplacer les accords de confirmation d'une durée de deux ans conclus par les Seychelles pour démarrer d'un bon pied le second volet des réformes prévues par le MEDC, et ce malgré la crise économique mondiale et la crise de la dette extérieure. Dès la fin de l'année 2010, les Seychelles avaient atteint les critères de référence prévus par le MEDC et ses cibles structurelles, et respectaient le calendrier des principales réformes : refonte du système fiscal, amélioration de la gestion des finances publiques, modernisation des opérations monétaires, renforcement de la supervision du secteur financier et restructuration des organismes parapublics.

Les partenaires émergents (PE) les plus établis des Seychelles sont la Chine, les Émirats arabes unis (EAU), l'Inde, l'Arabie saoudite et le Brésil. Parmi les autres figurent la Malaisie, l'Indonésie, Singapour et la Turquie. La plupart des PE sont impliqués dans le commerce, l'investissement et l'aide. Au cours des cinq dernières années (2006-10), les pays qui ont le plus intensifié leurs relations avec les Seychelles sont la Chine, l'Inde et les EAU.

Les réformes socio-économiques en cours ont permis l'émergence d'une société plus transparente et moins partisane. Toutefois, il reste des obstacles à surmonter, notamment pour rendre la justice plus indépendante et la presse plus libre.

Les Seychelles ont l'un des PIB par habitant les plus élevés d'Afrique et figurent parmi les six pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure du continent. Elles sont à la pointe pour ce qui concerne le développement humain, puisqu'elles se placent au 57^e rang de l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud), un niveau comparable à celui de nombreux pays de l'OCDE. En 2010, elles ont alloué près de 43 % de leur budget ou 5 % de leur PIB aux secteurs sociaux de la santé et de l'éducation. Les Seychelles ont déjà atteint les cibles de cinq des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Seuls les objectifs 6 à 8 demeurent.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

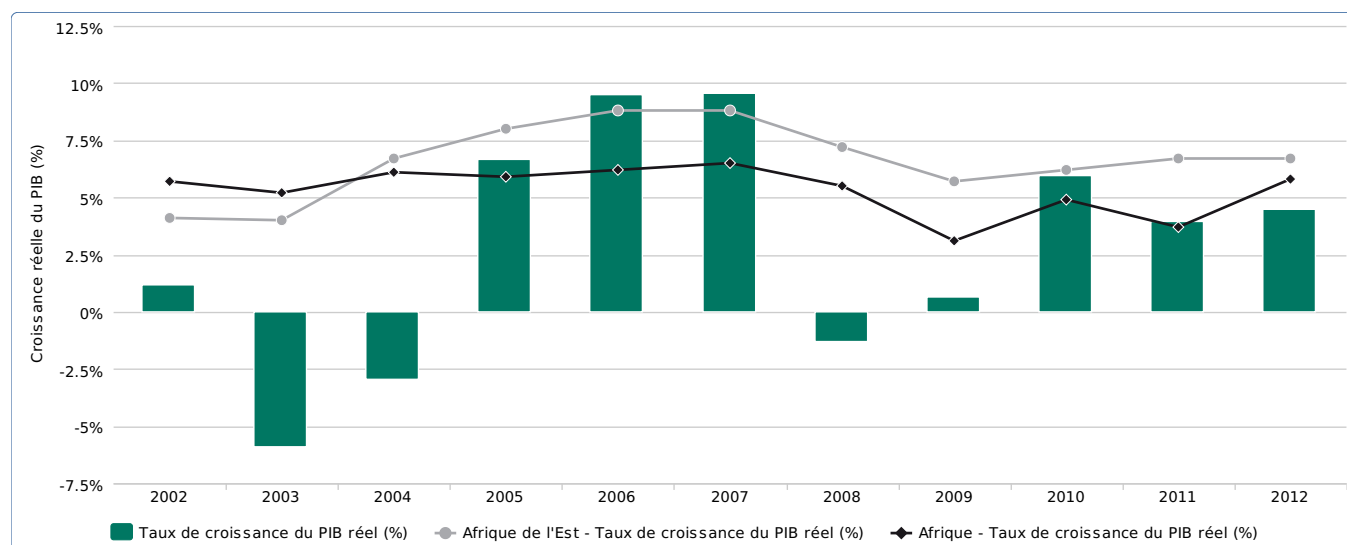
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	0.7	6	4	4.5
Inflation IPC	31.7	-2.4	4.2	2.9
Balance budgétaire % PIB	5.1	3.2	0.3	-0.2
Balance courante % PIB	-30.3	-33.2	-24.8	-22.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414725>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412369>